

**Extract de l'intervention du Général de division (2S) Philippe Boutinaud lors de la
Conférence des Présidents des sections de la Région Europe de l'Assemblée
Parlementaire de la Francophonie**

Varsovie, Pologne 13 Avril 2026

**Le rôle des Parlements dans l'élaboration de la politique de sécurité et les enjeux
liés à l'augmentation des dépenses militaires des Etats**

1. Le contexte général est caractérisé par :

- Un accroissement considérable de la conflictualité depuis 2022 (Ukraine, Moyen-Orient).
- Un droit international affaibli et contesté y compris par ceux qui en étaient les garants.
- Des menaces multiples : militaire, terroriste, nucléaire, cyber, économique qui se cumulent.
- Des Innovations rapides (drones, cyber, technologies civiles militarisées) qui donnent l'avantage aux technologies civiles de pointe sur le champ de bataille.
- Une défense globale qui implique toute la société et exige un renforcement des forces morales pour accroître la résilience nationale.

2. Rôle des Parlements

- **Animer le débat démocratique sur les questions de défense et de sécurité**
Informar, sensibiliser, légitimer les choix de défense
- **Décider par le vote des lois et budgets**
Fixer les priorités stratégiques et financer la défense
- **Contrôler l'exécutif**
Vérifier l'usage des fonds en matière de mise en œuvre des choix stratégiques, des investissements de défense pour éviter la corruption et la légitimité des opérations militaires.

C'est une tâche compliquée car le contexte est difficile. Il induit des compétences en matière de défense, une capacité de décisions dans l'incertitude et une conscience de l'évolution extrêmement rapide du contexte stratégique et technologique.

3. La hausse des dépenses militaires et ses conséquences pour les Parlements

Le monde, et l'Europe en particulier, enregistre une forte augmentation des dépenses militaires depuis 2022 qui atteignent en moyenne 2% du PIB avec de fortes disparités

entre Etats européens (4,5% du PIB pour la Pologne, entre 3% et 4% pour les Etats Baltes en 2026) conformément à l'objectif de l'OTAN qui avait été fixé en 2014.

Depuis le sommet de La Haye (2025), l'objectif de l'OTAN a été porté à **5 % du PIB d'ici 2035**.

Pour les parlementaires, ça signifie qu'il faut faire des arbitrages entre les dépenses de défense et les autres dépenses de l'Etat, notamment les dépenses sociales, la santé et l'éducation.

Plusieurs enjeux sont à prendre en compte :

a. Enjeux stratégiques

Il s'agit de:

- Renforcer la dissuasion d'abord classique mais aussi nucléaire
- Moderniser les armées avec des matériels de nouvelle génération et en quantités importantes
- Reconstituer stocks de munition et développer des capacités nouvelles (Cyber, drones, spatial...)
- Remobiliser les opinions publiques autour des questions de défense

b. Enjeux économiques

- Développement considérable de l'industrie de défense
- Fragmentation du marché de la défense (12 chars différents, 20 types d'avions de combat)
- Défis de production d'équipements hautement technologiques (délais, capacités limitées),
- Rôle croissant des technologies civiles (dronisation du champ de bataille)
- Impact sur l'emploi, l'innovation et la souveraineté technologique

c. Enjeux politiques et démocratiques

- La transparence des dépenses est essentielle
- Risques de corruption via les marchés d'armement
- Renforcer le contrôle parlementaire (auditions, visites de sites, retours des utilisateurs...)
- Compromis à trouver entre souveraineté nationale et coopération européenne

d. Enjeux internationaux

- Rôle clé de l'OTAN (sécurité collective) mais incertitudes sur l'engagement américain
- Besoin d'autonomie stratégique européenne et de davantage de coopération entre États européens.
- Réduction des dépendances technologiques vis-à-vis de partenaires non européens.

Conclusion:

Les Parlements jouent un rôle central dans la définition de la politique de sécurité. Face à l'augmentation des dépenses militaires, dans un contexte international extrêmement tendu, leur rôle de **contrôle démocratique et de stimulant du débat public** est essentiel pour garantir un équilibre entre sécurité nationale, responsabilité budgétaire et priorités sociétales.

Ce qui est à craindre c'est le **décalage entre la réalité de la menace et la préparation des esprits à y faire face**. Soit le choc est anticipé, il est rude mais peut-être absorbé, soit il ne l'est pas et alors les effets sont dévastateurs. Et le rôle des parlements est de sentir l'état de la menace pour prendre collectivement les bonnes décisions afin d'éviter des drames. L'enjeu dépasse largement les clivages politiques.